

Responsables et élus: gestionnaires ou visionnaires? Les deux!



Jean Martin

«Nul n'est prophète en son pays», dit la formule connue. Dans le passé on mettait parfois à mort les porteurs de mauvaises nouvelles, les Cassandre ne sont guère appréciées. Dans un monde où la seule constante est le changement (où l'utopie est la seule position réaliste?), et que ce soit dans un cadre politique, corporatif (tel une association de médecins) ou autre, les élus sont confrontés de plus en plus durement à des impératifs parfois contradictoires: défendre les intérêts actuels de leurs électeurs/membres et être gestionnaire d'une part, et d'autre part être prospectif, c'est-à-dire préparer un avenir marqué par des risques, voire la probabilité de frustrations et pertes. Ils ont là la mission de dépasser la myopie des soucis électoralistes.

On se souvient que Churchill, après n'avoir promis que sang, larmes et sueur et avoir joué un rôle majeur dans la victoire alliée, a été renvoyé à la maison par les électeurs. Le président Obama a en ce moment des problèmes de cet ordre. Son élection a correspondu à une grande envie de renouveau, dans un pays plombé par un messianisme et un manichéisme dépassés («nous avons les solutions», «nous vous enjoignons de dire si vous êtes avec nous ou contre nous, si vous sympathisez avec l'axe du mal») et par des engagements militaires plus que discutables. Son administration a entamé de grands travaux, nécessaires pour le pays et la planète: législations sur les réformes du système financier et du système de santé, sur le réchauffement climatique. Las, un échec électoral en janvier 2010 a quasiment arrêté la locomotive sur les rails, les chantiers à long terme sont ralentis ou interrompus.

Près de nous, s'agissant de l'avenir en Suisse des modalités de soins et de financement (managed care, DRG) et des professions de la santé (par exemple formations et profils de pratique – médecine générale et médecine interne, etc.), les responsables concernés font l'objet de critiques parfois vives de praticiens – il arrive qu'on pense à la formule «Avec des amis comme ça, qui a besoin d'ennemis?». Il ne s'agit évidemment pas ici de dire que ces critiques de la base sont incorrectes, elles montrent du bon sens; mais le fait est que l'électeur – respectivement le confrère – du terrain n'est pas toujours en mesure de juger du tableau global en cause (la *big picture*). S'il est utile aux élus qu'on leur adresse remarques et critiques, il importe aussi de donner attention aux explications qu'ils donnent. Etant postulé ici que pour l'essentiel les dits respon-

sables méritent confiance et que sur cette base les gens du terrain la leur accordent.

Le nouveau président de la Commission nationale d'éthique, le Prof. O. Höffe, vient d'écrire: «Ist die Demokratie zukunftsfähig?» [1]. Excellente question. Même s'il ne saurait s'agir de supprimer le suffrage universel, plus mauvais système à part tous les autres (Churchill encore), les «peuples» se trompent parfois, allant jusqu'à fouler au pied les droits fondamentaux d'autres. En fait, le problème est moins une mal-décision occasionnelle que la focalisation sur le court terme – à laquelle les décideurs élus sont contraints d'être (trop) sensibles, sous peine de devenir rapidement des «anciens décideurs»... La difficulté est augmentée par le fait que nos systèmes sont superstables, allergiques au changement (nous en savons quelque chose en Suisse), même quand celui-ci devient indispensable.

La problématique n'est pas nouvelle mais s'aiguise chaque jour qui passe à cause de la rapidité des évolutions (comme cela a été évident au G 20, à Copenhague et au WEF de Davos, avec leurs résultats insatisfaisants). Le philosophe français Jean-Pierre Dupuy parle du besoin de réflexion et action inspirées par le «catastrophisme éclairé»; ce n'est pas une boutade.

Autour de soi, l'observation n'est guère encourageante, elle montre surtout des gens la tête dans le guidon – ou le nez sur leur copie. Entre autres choses, il importe(ra)it de reconnaître aux responsables une fonction «prophétique», de la valoriser. Ceci malgré les sarcasmes des réalistes autoproclamés, qu'on trouve partout mais, logiquement, plus souvent dans les milieux conservateurs d'un type ou de l'autre, pour qui cela a bien été jusqu'ici, cela ira bien encore quelque temps. Je ne crois pas du tout que ce sont de possibles «alarmistes» qui menacent nos conditions de (sur)vie mais bien ceux qui font profession de scepticisme. Nous avons grand besoin de leaders hardis, qui démentent l'expression «beaucoup de courageux, très peu de téméraires» qu'on entend dans les parlements.

Sans qu'il s'agisse de suivre aveuglément ceux que nous avons choisis, étant entendu que la critique constructive est utile et que le pire n'est jamais certain, il faut souhaiter qu'ils ou elles assument un rôle prophétique; c'est aussi leur travail.

Jean Martin, membre de la rédaction

1 Höffe O. Ist die Demokratie zukunftsfähig? München: Verlag C.H. Beck; 2009.